EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 25 octobre 2013

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 27 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Patrick BORE - Vincent BURRONI - Eugène CASELLI - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Vincent COULOMB - Eric DIARD - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Michel ILLAC - Eric LE DISSES - Patrick MAGRO - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Bernard MOREL - Claude PICCIRILLO - Georges ROSSO - Pierre SEMERIVA - Jean-Louis TIXIER - Claude VALLETTE - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

François FRANCESCHI représenté par Pierre SEMERIVA - Christophe MASSE représenté par François-Noël BERNARDI - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Antoine ROUZAUD représenté par Alexandre BIZAILLON - Jean VIARD représenté par Bernard MOREL.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MENNUCCI - Renaud MUSELIER - Jérôme ORGEAS - Myriam SALAH-EDDINE - Philippe SAN MARCO - Guy TEISSIER.

Monsieur Le Président a proposé au Bureau d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 002-485/13/BC

■ **Approbation de l'avenant n°2 à la convention de partenariat n°11/065 relative à l'indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement réalisées par Marseille Provence Métropole.**

DIFRA 13/10435/BC

Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Communauté le rapport suivant :

Par délibération FCT 016-1864/10/CC du 25 mars 2010, Marseille Provence Métropole a créé une Commission d'indemnisation Amiable des préjudices commerciaux en faveur des commerçants, artisans, professions libérales et entreprises riverains des travaux du Tunnel Prado Sud.

Sept institutions locales ont été conviées à participer au fonctionnement de cette instance : le Tribunal administratif de Marseille, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône, la Préfecture des Bouches-du-Rhône, la Direction régionale des Finances Publiques et l'Ordre régional des Experts Comptables.

Dans le cadre de cette procédure d'indemnisation amiable, Marseille Provence Métropole, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre des Métiers et de

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

L'Artisanat des Bouches-du-Rhône ont souhaité s'associer pour conduire en partenariat des actions en faveur des professionnels riverains des travaux.

Aussi, par convention n°11/1065 du 7 février 2011, ils ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives :

Marseille Provence Métropole assure la prise en charge financière des indemnités accordées mais également des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer l'existence et le montant du préjudice d'exploitation subi.

La Ville de Marseille pour sa part, qui a déjà engagé une politique active à travers son Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial, poursuit son action en faveur de la dynamisation et de la modernisation du tissu commercial.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône, celui des artisans, en leur qualité de représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription, ont souhaité être les interlocuteurs privilégiés de leurs adhérents tout au long de cette procédure d'indemnisation amiable.

A cette fin, elles ont décidé de nommer deux collaborateurs chacune en qualité de correspondants référents chargés d'informer et de conseiller les professionnels concernés dans la constitution de leur dossier d'indemnisation.

Les quatre partenaires se sont également entendus sur le principe d'une communication concertée dans le cadre de la procédure d'indemnisation amiable.

Par délibération FCT 007-375/12/CC du 29 juin 2012, Marseille Provence Métropole a décidé d'élargir le champ de compétence de la Commission d'Indemnisation Amiable des préjudices commerciaux aux travaux de semi-piétonisation du Vieux-Port et d'extension du tramway sur la rue de Rome.

Un avenant n°1 à la convention de partenariat n°11/1065 a été établi et approuvé par délibération FCT 010-710/12/BC du 14 décembre 2012.

Par délibération FCT 005-335/13/CC du 28 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé un nouvel élargissement du champ de compétence de la Commission d'Indemnisation Amiable des préjudices commerciaux aux travaux de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service Bougainville/Saint-Antoine à Marseille (15^{ème} et 16^{ème} arrondissements) ainsi qu'aux travaux de réfection du Centre-Ville de Marignane.

C'est pourquoi, il est présenté un avenant 2 à la convention n°11/1065 entérinant les compétences de chaque partenaire.

Monsieur le Président propose au Bureau de la Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Bureau de la Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FCT 016-1864/10/CC du 25 mars 2010 portant création de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices commerciaux causés par les travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud ;

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

- La délibération FCT 007-2193/10/BC du 1^{er} octobre 2010 relative à l'approbation la convention de partenariat entre Marseille Provence Métropole, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône ;
- Les délibérations FCT 007-375/12/CC du 29 juin 2012 et FCT 005-335/13/CC du 28 juin 2013 relatives à l'approbation du champ de compétence de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices commerciaux ;
- La délibération FCT 010-710/12/BC du 14 décembre 2012 approuvant l'avenant n°1 à la convention de partenariat.

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions en faveur des professionnels riverains des travaux définis par la convention de partenariat n°11/1065 du 7 février 2011 et son avenant n°1 conclus entre Marseille Provence Métropole, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône, doivent également être mises en œuvre aux profit des commerçants, artisans, professions libérales et entreprises riverains des travaux du Bus à Haut Niveau de Service Bougainville/Saint-Antoine à Marseille (15^{ème} et 16^{ème} arrondissements) et de réfection du Centre-Ville de Marignane en leur qualité de bénéficiaires de la procédure d'indemnisation amiable des préjudices commerciaux.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention n°11/1065 conclu avec la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué
Aux Finances et Budget

Jean-Pierre GIORGI

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Fonctionnement de la Communauté urbaine

Vincent COULOMB

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013